

USA, la fin du rêve?

Les États-Unis et l'Europe: des relations conflictuelles

Courtes plages d'entente et longues périodes de distances ou de conflits. Dictées par la géopolitique, les relations ont été moins simples qu'on ne le dit.

PAR PHILIPPE CONEVA

Les deux pays, unis de sympathie, n'ont jamais collaboré sans connaître d'immédiates ruptures et, en toute circonstance, l'absence seule de contact explique entre eux l'absence de troubles. J'ajouterai que ces courtes périodes de collaboration politique – moins de dix ans sur cent quarante – ont obéi non aux lois du sentiment, mais à celles de l'intérêt et que, l'intérêt épuisé, le sentiment n'a pas suffi à maintenir la coopération.»

Consacrées aux relations franco-américaines, ces lignes publiées en 1927 n'ont pas été écrites par un adversaire des États-Unis mais par André Tardieu, ancien haut-commissaire français à Washing-

ton en 1917-1918, généralement considéré comme «américanophile», au point de se voir reprocher par Arnaud Dandieu et Robert Aron – les auteurs du *Cancer américain* paru en 1931 – d'être un «trafiquant de notre indépendance nationale».

Les images de la guerre d'Indépendance, le souvenir des alliés de 1917 et des libérateurs de 1944, mais aussi la solidarité atlantique née de la guerre froide, ont inscrit dans la mémoire collective des Français une image plutôt positive de «l'Amérique», qui a également correspondu, au cours du dernier demi-siècle à «l'occidentalisation» matérielle et culturelle de la «Vieille Europe». Nées toutes deux des Lumières, les deux révo-

lutions – américaine et française – ont paru dessiner à tort une communauté de destin politique et idéologique entre la République de Washington et le nouveau régime né en 1789. Semblant faire écho au messianisme libérateur de la «Grande Nation» jacobine, l'Amérique adhérerait, au lendemain de la Première Guerre mondiale, au même projet universaliste et cherchera, avec Wilson, à fonder la paix sur une nouvelle légalité internationale et la liberté des peuples sur le droit à disposer d'eux-mêmes. Mais, tandis que la version laïque de l'idéal républicain triomphera en France, la «destinée manifeste» de la «république impériale» d'outre-Atlantique demeurera liée à l'élection divine affirmée par les Pères fondateurs.

Comme le rappelle le texte d'André Tardieu cité plus haut, la continuité des relations franco-américaines n'a pas échappé à des tensions dont la crise irakienne de 2003 constitue l'ultime avatar. Les relents francophobes qui se sont alors manifestés à Washington et l'agacement ou la colère suscités de ce côté de l'Atlantique par l'unilatéralisme mis en œuvre par l'administration Bush se sont atténués, mais ils ne témoignent pas moins de la persistance de griefs latents issus d'une histoire qui a opposé à plusieurs reprises Français et Américains.

Ce qui vaut pour les relations entre Paris et Washington trouve par ailleurs un écho dans les conflits qui opposèrent également à la puissance nord-américaine les autres grands États européens. L'Angleterre tout d'abord, contre qui fut conquise l'indépendance et qui tenta vainement en 1812-1814 de prendre sa revanche; l'Espagne chassée de ses dernières possessions coloniales en 1898; l'Allemagne qui, avant de devenir après 1949 un allié des plus dociles, apparut comme le principal concurrent sur le vieux continent avant que la Russie transformée en Union soviétique ne prenne le relais dans la seconde moitié du XX^e siècle...

Avant la naissance des États-Unis, la proximité des colonies anglaises d'Amérique et des établissements français du Canada engendra plusieurs guerres au cours desquelles ceux qui étaient encore de loyaux sujets de Sa Gra-

En France et en Amérique deux républiques semblent issues des mêmes principes, alors que tout les oppose



Mort du marquis de Montcalm, mortellement blessé le 14 septembre 1759, en défendant Québec assailli par les Anglais. Au cours des années précédentes, les colons anglais des futurs États-Unis n'avaient cessé de combattre la Nouvelle-France.



Siège de Yorktown, le 17 octobre 1781, deux jours avant la capitulation anglaise. Au premier plan, le général de Rochambeau, commandant le corps expéditionnaire français en Amérique. À côté de lui, George Washington. Derrière, le marquis de La Fayette. Tableau d'Auguste Couder (1836).

cieuse Majesté eurent de nombreuses occasions d'affronter les représentants du Roi très Chrétien sur les rives du Saint-Laurent et de l'Ohio. On s'est longtemps battu pour Fort Duquesne ou Fort Frontenac mais, c'est en pleine paix que, le 28 mai 1754, le chevalier de Coulon de Jumonville, plénipotentiaire français chargé de porter un message aux responsables anglais de la frontière des Alleghany, est froidement et traîtreusement abattu – avec dix de ses compagnons – par un détachement anglais que commande un certain George Washington.

Une fois le Canada perdu en 1763, les Français ne tiennent pas rigueur aux colons de Nouvelle-Angleterre de les avoir combattus et l'on sait comment le jeune marquis de La Fayette vint se mettre au service des *Insurgents* révoltés contre le roi George. Dans le même temps, Benjamin Franklin recevait à Versailles et dans les salons parisiens un accueil triomphal et Vergennes poussait bientôt Louis XVI, encouragé par la défaite anglaise de Saratoga, à s'engager résolument en faveur de la cause américaine.

Ce sont les soldats de Rochambeau et la flotte de De Grasse qui rendent possible la capitulation, à Yorktown, du général anglais Cornwallis. À l'occasion de cette guerre d'indépendance américaine, la France prend une éclatante revanche sur l'ennemi anglais sorti victorieux vingt ans plus tôt de la guerre de Sept Ans. Le succès remporté en commun est toutefois assombri par l'attitude des Américains qui signent séparément,

dès novembre 1782, un accord de paix préliminaire avec le roi George III. Le traité franco-anglais de Versailles mit fin au conflit en septembre 1783 mais la guerre d'Indépendance allait avoir en France de puissants échos. Ce que l'historien Claude Manceron appela naguère « *Le vent d'Amérique* » se transforma rapidement en tornade révolutionnaire. De nombreux « anciens » de la campagne conduite outre-Atlantique compteront parmi les acteurs principaux de la « première Révolution » de 1789, représentants de cette noblesse libérale séduite par les idées nouvelles dont l'action fut si déterminante dans la crise mortelle de la monarchie française.

Les premières années de la Révolution française voient se renforcer les liens établis dans le combat commun et trois jours de deuil sont décrétés à Paris en 1790 quand survient la mort de Franklin.

Même si l'un de ses ressortissants, Thomas Paine, est élu député à la Convention, le gouvernement de Washington prend ses distances avec une révolution française qui se radicalise. Il proclame sa neutralité le 22 avril 1793, au moment où la France est confrontée à la première coalition.

Les relations entre les deux républiques se détériorent rapidement dans la mesure où les corsaires français considèrent que les navires de commerce américains, qui ont accepté les contrôles liés au blocus britan-

nique, doivent être identifiés comme des bâtiments ennemis.

À partir de 1798, une « guerre non déclarée » oppose la France du Directoire à la République d'outre-Atlantique et, en janvier 1799, la frégate américaine *Constellation* affronte dans les Petites Antilles, au large de l'île de Nevis, la frégate française l'*Insurgente*.

En septembre 1800, la volonté de conciliation du Premier Consul et la venue à Paris de William Van Murray permettent de conclure la convention de Mortefontaine, qui met un terme à cette guerre navale dont l'issue prépare – une fois réalisé en octobre le transfert par l'Espagne de la Louisiane à la France – la vente aux États-Unis de ce vaste ensemble de territoires. Cette vente intervient en décembre 1803, à des conditions très avantageuses pour l'Union.

La reprise du conflit franco-anglais tend de nouveau les relations entre Paris et Washington. Plus de cinq cents navires américains sont en effet arraisonnés par les corsaires français entre 1803 et 1812, au point que le Congrès est, à cette dernière date, sur le point de déclarer la guerre à Napoléon.

Sortie des bouleversements issus de la Révolution française et de l'aventure napoléonienne, l'Europe de la Sainte Alliance ne se préoccupe guère du Nouveau Monde, où le président Monroe peut affirmer, en 1823, la nouvelle politique américaine d'hégémonie continentale. Les distances transatlantiques, même si elles sont réduites par la substitution de la vapeur à la voile, favorisent la persistance du « splendide isolement » de l'hémisphère occidental.

L'Amérique n'en suscite pas moins les curiosités de la génération de Stendhal puis de Tocqueville qui, à l'issue de son voyage outre-Atlantique remporte le succès avec la publication, en 1836-1839, deux ans après la mort de La Fayette, de son livre, *De la démocratie en Amérique*, réflexion lucide mais désabusée à propos d'un système dont le triomphe paraît inéluctable mais dont il est aisé de distinguer

les dangers. Pour un bon nombre de socialistes utopiques, experts en phalanstères et Icaries, l'Amérique apparaît comme le lieu de tous les possibles.

Plus casaniers que leurs voisins européens, les Français, faute d'explosion démographique, participent très peu au gigantesque flux d'émigration qui pousse vers le Nouveau Monde le surplus de population européenne. Mais leur intérêt pour les États-Unis se manifeste de nouveau à l'occasion de la guerre de Sécession entamée en 1861. Alors

*À partir de 1798,
une guerre non déclarée
oppose la France du Directoire
à la République américaine*

Un totalitarisme doux

Je pense que l'espèce d'oppression dont les peuples démocratiques sont menacés ne ressemblera en rien de ce qui l'a précédée dans le monde ; nos contemporains ne sauraient en trouver l'image dans leurs souvenirs. Je cherche en vain moi-même une expression qui reproduise exactement l'idée que je m'en forme et la renferme ; les anciens mots de despotisme et de tyrannie ne conviennent point. La chose est nouvelle, il faut donc tâcher de la définir, puisque je ne peux la nommer.

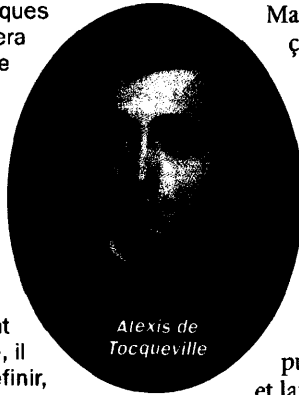
Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie.

Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ?

L'égalité a préparé les hommes à toutes ces choses : elle les a disposés à les souffrir et souvent même à les regarder comme un bienfait.

Alexis de Tocqueville

De la démocratie en Amérique. La première partie de l'ouvrage fut publiée en 1835. La seconde partie, dans laquelle figure ce texte, date de 1840.



Alexis de Tocqueville

que l'empereur Napoléon III est favorable au Sud, sans pour autant s'engager directement à son profit, l'opposition libérale, orléaniste et républicaine se prononce en faveur du Nord, au nom de la lutte contre l'esclavage.

Mais l'ensemble de la presse française n'est alors pas dupe du prétexte visant à légitimer le maintien par la force de la fédération constituée en 1787. Elle considère que le Sud se bat pour son indépendance, au même titre que la Pologne contre la Russie...

Engagé dans l'aventure mexicaine de 1861 à 1867, Napoléon III souhaite – en s'appuyant sur un Empire catholique et latin – faire barrage à la volonté d'hégémonie nord-américaine affirmée dès 1846-1848 lors de la guerre menée contre le voisin du Sud. L'approvisionnement en coton de l'industrie textile française (qui dépend aux trois quarts de la matière première importée depuis la Nouvelle-Orléans) préoccupe également le gouvernement impérial qui s'inquiète des intentions protectionnistes de l'Union quand la Confédération aura été vaincue. Sur le terrain, des volontaires français combattent dans les deux camps.

Le duc de Polignac, légitimiste, pour les Confédérés, alors que deux princes d'Orléans – le comte de Paris et le prince de Joinville – sont chez les nordistes. Les positions favorables à ces derniers prises ultérieurement par Jules Verne dans *Nord contre Sud* ne traduisent pas l'état d'esprit du moment. C'est par opposition au régime impérial défunt que les républicains, attachés à l'abolition de l'esclavage (au même titre que les défenseurs du Sud qui ne voyaient pas dans cette question la cause véritable de la guerre), se reconnurent clairement, après 1870, dans le camp de Lincoln.

L'enthousiasme nordiste de certains Français fut atténué après les félicitations adressées par le président Ulysses Grant à Guillaume I^{er} lors de la proclamation de l'Empire allemand en janvier 1871, sans compter les nombreuses manifestations prussiennes qui eurent lieu en de nombreuses villes américaines à fort peuplement d'origine germanique et les propos francophobes du général nordiste Sheridan. Il en alla de même, quelques années plus tard, quand la statue de la Liberté réalisée par Bartholdi ne fut érigée qu'avec retard.

Vers cette époque, Frédéric Gaillardet publie, en 1883, son *Aristocratie en Amérique*, un ouvrage qui répond à celui de Tocqueville.

Il y constate que les Français s'illusionnent lourdement à propos de la « reconnaissance » que leur voueraient les Américains pour leur intervention dans la guerre d'Indépendance. Il dénonce également le sort réservé aux Indiens et aux Noirs, et rappelle que les Américains ont été prorusses durant la guerre de Crimée et hostiles à l'Empire mexicain de Maximilien voulu par la France.

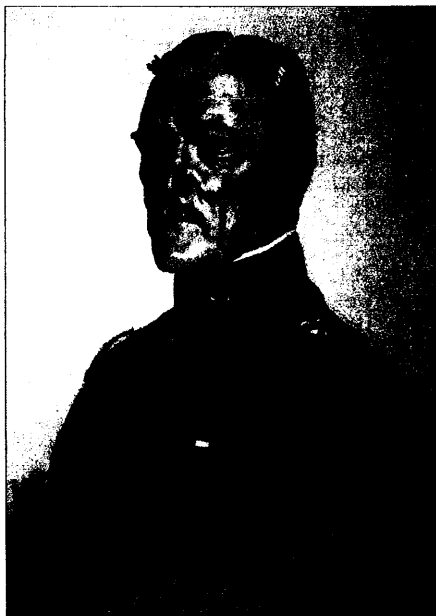
Alors que Gaillardet se classe plutôt à gauche, Edmond de Mandat-Grancey, un cousin de Tocqueville, est un ultraconservateur qui décrit en 1885 le malheureux prolétariat de la « frontière » et dénonce la « ploutocratie » américaine avide d'exploiter les nouveaux immigrants. Un an plus tard, les événements survenus en 1886 à l'occasion des grèves de Chicago (qui sont à l'origine de la célébration de la fête du Travail, le 1^{er} mai), ainsi que l'exécution de quatre anarchistes, donnent aux masses ouvrières européennes une image détestable du Nouveau Monde et de la justice qui y est rendue. Un thème qui réapparaîtra ultérieurement avec le procès Sacco-Vanzetti et l'exécution des Rosenberg.

Mais c'est la guerre hispano-américaine, déclenchée en 1898, qui fournit l'occasion d'une cristallisation de l'antiaméricanisme européen et plus spécialement français.

L'explosion dans le port de La Havane du croiseur *Maine*, venu « protéger » les ressortissants américains, est perçue comme une provocation désignée par *Le Temps* comme « un acte de haute flibusterie ». Pierre Loti se rend alors à Madrid pour y dénoncer vigoureusement « l'agression américaine ». On sait maintenant que l'explosion était accidentelle, mais les Américains mirent en cause une mine espagnole purement imaginaire. La « pacification » des Philippines, passées sous protectorat américain, ne fit que confirmer l'hostilité à l'expansionnisme « yankee » (le terme se banalise alors) puis à la politique « du gros bâton » (*big stick*) que va bientôt mettre en œuvre Theodore Roosevelt.

Tout change avec la Première Guerre mondiale. On a peine à imaginer aujourd'hui ce que fut la popularité du président Wilson dans l'opinion française en 1917-1918. Avec « les Américains et les tanks », la guerre, aussi sanglante qu'interminable, pouvait désormais être gagnée et toute la presse fait l'éloge de ces robustes *Sammies* venus livrer les combats du dernier quart d'heure, dont on sait qu'ils décident toujours de l'issue des batailles. Le francophile colonel Stanton peut lancer au cimetière de Picpus le fameux « *La Fayette*,

Durant la guerre de Sécession, l'opinion européenne est généralement favorable au Sud contre le Nord



Le général John J. Pershing (1860-1948), commandant en chef du corps expéditionnaire américain en France, 1917-1918.

nous voilà!» (souvent attribué par erreur à Pershing). Les relations franco-américaines sont alors au beau fixe, après que les troupes de Pershing ont pris leur part à la victoire en Champagne, à Saint-Mihiel et en Argonne.

L'enthousiasme retombe cependant très vite et Philippe Roger, qui a publié aux éditions du Seuil *L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, constate que « les après-guerres laissent plus de cicatrices que les luttes communes ne créent de liens ». On soupçonne en effet Wilson de vouloir établir une « paix du Droit » impartiale, contraire aux intérêts français. On reproche ainsi au président des États-Unis, qui ne sont « qu'associés » à l'Entente, de vouloir ménager l'Allemagne. Le projet de Société des Nations apparaît comme le fruit d'un idéalisme trompeur. Et, quand le président est désavoué par son Congrès (devenu majoritairement républicain aux élections de mid-term de 1918), c'est la garantie américaine des traités qui s'évanouit, à la grande déception des Français, qui n'ont accepté les clauses de Versailles qu'à la condition de voir les deux puissances anglo-saxonnes se porter garantes de leur exécution.

Dans ses *Grandeurs et misères d'une victoire*, Clemenceau en vient à insister sur le caractère tardif de l'intervention américaine et sur les pertes très limitées subies par la puissance associée. Après avoir été adulé, Wilson suscite déceptions et exaspérations. La conférence consacrée au désarmement naval, réunie à Washington, en 1921, fait de la France, en ce domaine, une puissance de second rang...

Conclu en 1927, le pacte Briand-Kellog de « renonciation à la guerre » ranime, autour de

l'idéal pacifiste, les relations franco-américaines. Mais le débat relatif aux dettes contractées durant le conflit mondial relance les tensions : les Américains refusent en effet de lier leur remboursement au paiement des réparations allemandes. Quand, à la suite du moratoire Hoover de 1931, la conférence de Lausanne annule l'année suivante les sommes encore dues par l'Allemagne, les Français suspendent le remboursement de leurs dettes.

Contrairement aux attentes générales, l'élection du démocrate Franklin Delano Roosevelt ne change rien à l'attitude américaine. Georges Duhamel, André Siegfried, Paul Valéry, Georges Bernanos ou Emmanuel Mounier tiennent alors, au cours des années trente, des propos très sévères sur les États-Unis et la civilisation américaine. André Maurois paraît alors bien seul pour prendre la défense des « associés » de 1917.

On sait le rôle majeur joué par les États-Unis au cours de la Deuxième Guerre mondiale, qui voit les Français reconnaissants aux boys d'Eisenhower d'avoir chassé l'occupant allemand. Mais le général De Gaulle a dû batailler ferme pour affirmer sa légitimité face à Roosevelt qui ne l'aimait guère.

Les États-Unis voient dans le conflit européen l'occasion d'encourager les revendications indépendantistes en Afrique du Nord ou en Indochine où, en 1945, l'OSS soutient Ho Chi Minh. En 1949, on verra même l'administration de Truman menacer les Pays-Bas d'une suspension de l'aide financière améri-

caine pour forcer la main au gouvernement de La Haye afin qu'il accepte l'indépendance totale de l'Indonésie...

Le développement de la guerre froide conduit cependant les États-Unis à s'engager dans la reconstruction de l'Europe. Et, à partir de 1948, la France bénéficie comme ses voisins des bienfaits du plan Marshall. L'année suivante, le traité fondant l'Alliance atlantique conforte la construction du bloc occidental. L'opposition communiste puissante et influente, peut alors dénoncer la « colonisation » américaine. Jean-Paul Sartre exalte « nos libérateurs soviétiques » et relativise la part prise par les Américains dans la guerre européenne.

Au moment où la lutte fait rage en Corée, le général américain Ridgway, accusé contre toute évidence de recourir à la guerre bactériologique en Extrême-Orient, est

accueilli à Paris par les manifestants staliniens aux cris de « Ridgway la peste ».

Une décennie plus tard, le général De Gaulle, revenu au pouvoir, entend affirmer l'indépendance de la France face à Washington, là où les gouvernements de la IV^e République s'étaient prudemment alignés, comme leurs divers homologues ouest-européens, sur la grande puissance protectrice. Il dote la France d'une capacité nucléaire autonome et sort de l'organisation militaire intégrée de l'Otan, sans remettre toutefois en cause le principe de l'Alliance atlantique. À Phnom Penh, en Amérique latine, à Moscou, à Montréal, à Bucarest ou en reconnaissant le régime communiste

Au cours des années 1930, la plupart des écrivains français jugent sévèrement l'American Way of Life



Signature du traité de Versailles par les vainqueurs, le 28 juin 1919, dans la galerie des Glaces. Au centre, le président américain Woodrow Wilson. À droite, Georges Clemenceau et l'Anglais Lloyd George. Tableau de Sir William Orpen.



Troupes d'occupation américaines en Irak. Cette guerre décidée par les seuls États-Unis n'a pas fait l'unanimité chez leurs alliés, notamment l'Allemagne et la France, aimablement qualifiées de « vieille Europe » par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld.

chinois, il manifeste sa volonté d'autonomie, au risque d'agacer les dirigeants américains, notamment le président Johnson.

La guerre du Vietnam mobilise le gauchisme étudiant contre « l'impérialisme », mais les soixante-huitards tirent davantage leurs modèles sociétaux de la contre-culture américaine, sa « libération sexuelle », ses courants féministes ou la musique de Joan Baez et de Bob Dylan, que d'une vulgate révolutionnaire léniniste ou maoïste devenue pure rhétorique.

C'est en ces années 1960 et 1970 qui voient l'Amérique au banc des accusés, qu'elle impose ses modes de vie et qu'elle colonise le plus les esprits des nouvelles générations, séduites par les attraits de la société de consommation et par la démagogie jeuniste. Une fois oubliées les postures convenues de Cancun ou d'ailleurs, François Mitterrand se révélera pour ce qu'il a toujours été, c'est-à-dire un atlantiste convaincu qui, lors de la crise des euromissiles du début des années 1980, constatera « que les pacifistes sont à l'ouest et les fusées à l'est ».

La fin de l'empire soviétique et les perspectives d'un « nouvel ordre mondial » formulées par George Bush père semblent ouvrir le temps d'une mondialisation heureuse et

américanocentrée, sous l'égide de « l'Empire bienveillant » ou de la « nation indispensable », chère à Madeleine Albright. Mais les années 1990 vont voir l'émergence d'un nouvel antiaméricanisme, né de la volonté d'unilatéralisme affichée à Washington. La fable des ingérences humanitaires en Somalie ou au Kosovo ne peut guère abuser longtemps les opinions publiques, conscientes des ambitions qui animent désormais les dirigeants de « l'hyperpuissance », identifiée par Hubert Védrine.

La partialité manifestée à propos du conflit israélo-palestinien, le refus d'adhérer, sur le terrain écologique, au protocole de Kyoto,

le formidable effort de surarmement réalisé après le 11 septembre 2001, la nouvelle politique étrangère impliquant le recours à la guerre préventive for-

mulée l'année suivante, enfin la remise en cause de la légalité internationale correspondant en 2003 à l'invasion de l'Irak ont suscité une hostilité grandissante à l'égard d'une Amérique aveuglée par son vertige de puissance.

Cette nouvelle donne a favorisé le « retour des nations » annoncé récemment par Jacques Sapir (*Le Nouveau XXI^e siècle. Du XXI^e siècle américain au retour des nations*, Seuil). La crise financière majeure survenue à la fin de

*Au cours des années 1960,
l'Amérique impose partout
un mode de vie laxiste associé
à la société de consommation*

Philippe Conrad

● Philippe Conrad est historien. Il dirige notamment aux Presses Universitaires de France la collection Culture Guides. Il vient de publier aux Éditions Italiques *La Fayette nous voilà !* (un album grand format de 430 pages, illustré de deux mille photos dont la réalisation a été cordonnée par Jean-Pierre Turbergue). On peut commander cet ouvrage directement aux Éd. Italiques, 1, chemin des Beauregards, 78510 Triel-sur-Seine. Tél. 01 39 70 55 25.

l'été 2008 n'a fait que conforter les méfiances préexistantes. L'américanophilie militante tout d'abord affichée par le président Sarkozy a fait place à une posture plus pragmatique, davantage en phase avec les réactions des opinions publiques européennes qui semblent découvrir soudainement les limites et les faiblesses de la puissance dominante. L'avenir demeure largement ouvert quant à la définition du nouvel ordre mondial à venir, dont tout laisse penser qu'il ne sera pas celui dont rêvaient George Bush et ses conseillers au début des années 1990. ■

● A lire, sous la direction de Olivier Chaline, Philippe Bonnichon et Charles Philippe de Vergennes, *La France et l'indépendance américaine*, Presses Universitaires de Paris Sorbonne (PUPS), 278 p., 26 €

À paraître

Les Fondations de l'Islam

Par A.-L. de Prémare, Le Seuil. ***Janvier 2009***

Clovis (nouvelle édition)

Par G. Bordonove, Pygmalion. ***Janvier 2009***

Dictionnaire d'histoire de l'art du Moyen Âge occidental

Dir. Jean-Marie Guillouët et Pascale Charron
Robert Laffont. ***Janvier 2009***

Henri II

Par Didier Le Fur, Tallandier. ***Janvier 2009***

La France et l'indépendance américaine

Par O. Chaline, P. Bonnichon et C.-P. de Vergennes
[PUPS] ***Janvier 2009***

Histoire de la Prusse. 1600-1947

Par Christopher Clark, Perrin. ***Janvier 2009***

Liberté, partout et toujours

Par P.-J. Proudhon, Belles Lettres. ***Janvier 2009***

Révolutionnaires juifs

Par Anne Kling, Ed. Mithra. ***Janvier 2009***

Les bons plats de France

Par Pampille (M^{me} Léon Daudet), CNRS Éd.
Janvier 2009

Rommel

Par Benoît Lemay, Perrin. ***Janvier 2009***

Simone Weil

Par Christiane Rancé, Le Seuil. ***Janvier 2009***

La résistance allemande

Par Joachim Fest, Perrin. ***Janvier 2009***

Stauffenberg

Par Jean-Louis Thiériot, Perrin. ***Janvier 2009***

Nouvelle Histoire du Japon

Par Pierre-François Souyri, Perrin. ***Janvier 2009***

L'Empire et ses ennemis

Par Henry Laurens, Le Seuil. ***Janvier 2009***

La Russie et l'idée européenne

Par A. Tchoubarian, Les Syrtes. ***Janvier 2009***

Le livre des honneurs

Par Karl Reille, Bibliothèque des Introuvables.
Janvier 2009

L'effondrement

du système technologique

Par T. J. Kaczynski, Ed. Xenia. ***Janvier 2009***

Mémoires du duc de Montpensier

Prés. Dominique Paoli, Tallandier. ***Février 2009***

La doctrine de l'art

Par A. W. Schlegel, Klincksieck. ***Février 2009***

Les Algés en hiver. Russie 1812

Par J.-Claude Damamme, Plon. ***Février 2009***

La Duchesse de Berry

Par J.-Joël Brégeon, Tallandier. ***Février 2009***

Le testament de Céline

Par Paul Yonnet, De Fallois. ***Février 2009***

Histoire de la Bretagne

Par B. Merdrignac, Ouest-France. ***Février 2009***

L'histoire de la CIA

Par Tim Weiner, De Fallois. ***Février 2009***